



**Interview de François Villeroy de Galhau,
Gouverneur de la Banque de France,**

« Les PGE peuvent être prolongés, mais ils doivent être remboursés »

Europe 1, 17 septembre 2020

<https://www.dailymotion.com/video/x7w9g2o>

*Contacts presse : Mark Deen (mark.deen@banque-france.fr)
et Deborah Guedj (deborah.guedj@banque-france.fr)*

MATTHIEU BELLIARD

L'invité d'Europe matin, votre invité, Sonia MABROUK, c'est François VILLEROY de GALHAU, gouverneur de la Banque de France.

SONIA MABROUK

Bienvenue à vous et bonjour François VILLEROY de GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Sonia MABROUK.

SONIA MABROUK

Le fabricant de pneumatiques japonais BRIDGESTONE, s'apprête à fermer l'usine de Béthune, malgré des aides publiques conséquentes. Alors, sur le principe et sans connaître le dossier, Monsieur le Gouverneur, ça vous choque ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ce sont des situations qui sont toujours extrêmement douloureuses, parce que d'un côté il y a des attentes humaines très légitimes des salariés, et je pense à ceux et celles qui peut-être nous écoutent. Et de l'autre côté il y a une réalité économique qui peut être très difficile, notamment dans la crise. Vous le disiez, je ne connais pas assez précisément le dossier BRIDGESTONE. Je vois qu'il y a eu une expression très claire des Pouvoirs publics, ensemble du président de la région, Xavier BERTRAND, et du gouvernement C'est un signal fort, et très rare. Donc maintenant il faut qu'il y ait une vraie discussion. Si je peux formuler un souhait, c'est que la négociation sociale est absolument clé. Il est de bon ton de dire du mal du dialogue social, du modèle social européen, de dire que tout cela appartiendrait au passé. Pas du tout. Je crois que c'est un grand atout économique dans la crise, on va peut-être en parler, sur la réponse de la France et de l'Europe. Là il faut que le dialogue social fasse la clarté sur la situation économique,

SONIA MABROUK

Mais c'est important ce que vous dites.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Et puis de l'accompagnement des salariés, évidemment des dispositions humaines qui seront prises pour chaque famille. On ne peut pas sauver tous les emplois dans la crise, encore une fois je ne me prononce pas sur BRIDGESTONE, il y a des emplois qui réapparaîtront ailleurs...

SONIA MABROUK

On ne peut pas sauver tous les emplois ? On ne l'entend pas beaucoup de la part des responsables politiques, c'est une vérité malheureusement.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il y a des emplois qui vont être détruits, il y en a toujours dans l'économie, mais davantage malheureusement à cause de la crise. Il y a des emplois en face qui sont créés, dont on ne parle pas. Dans nos prévisions de la Banque de France, dont on va dire un mot, il y a malheureusement des emplois détruits en grand nombre cette année à cause de la récession, et qui seront à peu près compensés par des créations d'emplois l'année prochaine et l'année suivante.

SONIA MABROUK

Combien, Monsieur le Gouverneur de la Banque de France ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

La France avait créé entre 2016 et 2019, dans les quatre dernières années, un million d'emplois nets supplémentaires. C'était une très belle performance collective. C'est quelque chose que nous Français nous avons réussi. Nous sommes peut-être trop modestes au passage, Sonia MABROUK, nous ne disons pas ce que nous avons réussi. Là c'était une performance remarquable. Cette année on devrait perdre un peu plus de 800 000 emplois à cause de la récession sévère, et les deux prochaines années nous espérons que l'économie française va recréer 700 à 750 000 emplois, donc voyez à peu près la compensation, avec le rebond.

SONIA MABROUK

Bien sûr. Les prévisions, les nouvelles prévisions du gouvernement, livrées dans le journal Les Echos par le ministre de l'Economie ce matin, Bruno LE MAIRE table désormais sur une baisse d'activité à -10 % en 2020 et non plus - 11 %. Ça reste une prévision moins optimiste que celle de la Banque de France. Le gouvernement est plus raisonnable que vous ne l'êtes ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je ne vais pas commenter les chiffres du gouvernement, mais c'est important que je vous dise comment à la Banque de France nous travaillons. Nous faisons nos prévisions en toute indépendance, notamment du gouvernement, et nous, nous les faisons à partir du terrain : c'est-à-dire que nous interrogeons chaque mois 7 à 8 000 entreprises de toutes tailles, y compris des PME, de tous secteurs. À partir de là nous disons ce que nous voyons. Et donc notre rôle est de donner des repères, dans une crise qui est très compliquée : il y a un certain brouillard économique, il faut bien le dire. On essaie de donner un peu des phares dans ce brouillard. Notre rôle ce n'est pas d'être optimiste ou pessimiste, je lis quelquefois ces adjectifs...

SONIA MABROUK

Vous ne faites pas de politique, c'est ça, vous êtes pragmatique.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ce n'est pas de faire des paris tactiques, c'est d'aider les Français, les décideurs économiques, les acteurs publics, en disant : voilà ce que nous voyons. Il se trouve que jusqu'à présent les prévisions des hommes et des femmes de la Banque de France ont été bonnes, mais nous verrons.

SONIA MABROUK

Mais quand, justement, vous dites « il faut un fort », comment comprendre vos prévisions, votre relatif optimisme à la Banque de France, alors que la situation reste très dégradée et que nous sommes installés, il faut bien le dire, dans la récession, on n'a pas encore prononcé ce mot.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Nous ne sommes pas du côté de l'optimisme ; il y a récession cette année, vous avez raison. Pour bien décrire les choses, pour ceux et celles qui nous écoutent, il y a eu un plongeon très sévère de l'économie française au moment du confinement : on a descendu en moyenne, -je vais citer des chiffres en moyenne, cela dépend évidemment des secteurs-, on a descendu à - 32 %. Et puis il y a eu ensuite, à partir de mai, un rebond qui c'est vrai a été un peu plus fort que prévu, nous sommes remontés de - 32 % à - 5 %. C'est cela que nous mesurons à fin août. Pour prendre une image très simple, c'est comme si on avait descendu 32 marches, et on en a déjà remonté 27 ensemble. Il en reste 5, et cela prend plus de temps, et c'est le plus difficile.

SONIA MABROUK

Comment les monter ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est difficile parce qu'il y a beaucoup d'incertitudes devant nous et, il y a des différences entre secteurs, avec des secteurs qui souffrent davantage. Nous estimons que ces 5 dernières marches, on peut les remonter, toujours sur la moyenne de l'économie, d'ici le début 2022.

SONIA MABROUK

François VILLEROY de GALHAU, elles sont très hautes ces dernières marches, comment les remonter ? Est-ce que c'est avec la confiance, la confiance par rapport à la consommation ? Qu'est-ce qu'il faudrait selon vous pour rétablir et ramener cette confiance ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Vous avez tout à fait raison : aujourd'hui, le premier ennemi de la croissance et de l'emploi, c'est l'incertitude, et le premier allié c'est l'inverse de l'incertitude, c'est-à-dire la confiance, la confiance des Français et puis la confiance des entreprises. Un surcroît de confiance serait le meilleur accélérateur de la relance. Du côté des Français, de nous tous, des ménages, évidemment la confiance dépend beaucoup de l'évolution de la situation

sanitaire. Il faut continuer à prendre des mesures pour tout à fait se protéger. Mais sur le plan économique, qu'est-ce qui contribue à la confiance des ménages ? D'abord je crois qu'il y a une forme de garantie sociale. Je parlais tout à l'heure du modèle social européen, le fait d'avoir une assurance chômage qui est forte, le fait d'avoir le financement des retraites, le fait d'avoir un dialogue social développé partout dans les entreprises...

SONIA MABROUK

Oui, on a peut-être ce cadre, mais nous avons aussi malheureusement, eh bien peut-être, une hémorragie et une casse sociale à venir, donc il sera d'autant plus difficile de rétablir cette confiance.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Sur les emplois, je vous le dis, 2020 va être une année difficile, à cause de cette récession, dans l'ensemble une récession de - 8,7 % sur 2020. Mais il y aura un rebond à plus de 7 % l'an prochain, et donc des créations d'emplois qui reprennent globalement en 2021 et 2022. Le dialogue social est très important dans chaque entreprise au plus près du terrain. Et puis dans la confiance, il y a aussi ce que j'appellerais une garantie fiscale et budgétaire.

SONIA MABROUK

Ah, les impôts.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

... c'est évidemment une préoccupation très importante des Français. Qu'est-ce que j'appelle une garantie fiscale ? C'est d'abord de dire qu'il n'y aura pas de hausse d'impôts, le gouvernement l'a fait, et je crois que c'est bien.

SONIA MABROUK

Oui, c'est une, attendez, c'est une promesse pour le moment.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Voilà, oui.

SONIA MABROUK

Elles n'engagent, vous connaissez bien...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Les promesses sont faites pour être tenues, nous le regarderons ensemble, parce que si les Français s'attendent à des hausses d'impôts ils vont garder leur épargne.

SONIA MABROUK

Non, vous dites : « Il ne doit pas y avoir de hausses d'impôts », c'est différent, il y a une nuance importante.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui, je crois que l'engagement qui a été pris est le bon. Je crois que c'est souhaitable aussi de dire qu'il n'y aura pas de baisses d'impôts...

SONIA MABROUK

Comment ça ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Parce que nous n'avons pas les moyens de les financer.

SONIA MABROUK

Attendez, François VILLEROY de GALHAU, il ne faut pas qu'il y ait de baisses d'impôts ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Sonia MABROUK, nous sommes aujourd'hui à des déficits extrêmement élevés. Nous avons une dette publique, on va en parler, qui dépasse maintenant les 100 % de notre richesse et qui augmente très vite. Il fallait augmenter la dette cette année, c'est une dette justifiée pour faire face à un coup dur, mais nous ne pouvons pas nous permettre en plus d'avoir des baisses d'impôts que nous ne financerions pas. Et puis, si vous me permettez, pour cette stabilité fiscale, on ne peut pas avoir non plus des impôts qui changent tout le temps, qui montent une année, qui baissent la suivante etc. Personne ne s'y retrouve.

SONIA MABROUK

Oui oui.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est vrai des Français, c'est...

SONIA MABROUK

C'est heureux de l'entendre.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est vrai des chefs d'entreprise...

SONIA MABROUK

Mais il faut que ce soit appliqué.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Beaucoup de nos voisins pratiquent beaucoup mieux que nous cette stabilité fiscale, à commencer par l'Allemagne. On parlait tout à l'heure des repères de la prévisibilité à donner aux acteurs économiques, cela commence ainsi. Et puis la stabilité budgétaire, c'est-à-dire : qu'est-ce qu'on va faire avec cette forte dette publique ?

SONIA MABROUK

Alors, les entreprises, parce qu'il faut de la visibilité pour les entreprises. Les banques ont octroyé, François VILLEROY de GALHAU, les

fameux prêts garantis par l'Etat. Est-ce qu'ils ne peuvent pas faire plus d'efforts sur les taux d'intérêt ? Parce que beaucoup d'entreprises sont étranglées.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Sur ce qui a été fait pour les entreprises, là il faut saluer un autre succès français, un succès collectif, c'est celui de ce qu'on a appelé les PGE, les Prêts Garantis par l'Etat, mis en place depuis le mois d'avril...

SONIA MABROUK

Succès, attendez, c'est quoi le succès, ils ont atterri dans les bonnes poches, si je puis dire ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je peux vous dire, très vite, trois éléments de succès. On a fait mieux que les autres pays européens. Il y en a plus, le montant est plus élevé, la France en est à 120 milliards, c'est trois fois l'Allemagne par exemple. Ils ont été essentiellement vers les PME et TPE : je peux vous dire qu'en Italie, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, -notre métier c'est souvent de comparer avec les autres pays-, on est encore en train de se disputer pour savoir pourquoi les grandes entreprises ont pris l'essentiel de l'équivalent des PGE. Et puis nos prêts ont les taux les plus bas d'Europe. Donc c'est favorable et cela a aidé la trésorerie des entreprises. Les taux d'intérêt sont bas, ils vont le rester, d'ailleurs il y a un accord avec les banques qui est intervenu pour les PGE qui seront prolongés. Mais cela ne suffit pas.

SONIA MABROUK

C'est-à-dire ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Parce que là on s'est occupé de la trésorerie des entreprises. Le problème qu'on a maintenant sur la confiance des entrepreneurs, c'est qu'il faut qu'ils puissent investir.

SONIA MABROUK

Donc les fonds propres.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui, si vous êtes un chef d'entreprise, ce sont les fonds propres. Parce qu'un investissement cela représente des risques, vous prenez ce risque si vous savez que vous avez l'argent durablement. Un prêt, tôt ou tard, il faudra le rembourser. De l'argent que vous avez durablement, cela s'appelle des fonds propres du capital. Là-dessus il y a des dispositions dans le plan de relance...

SONIA MABROUK

Mais, François VILLEROY de GALHAU, attendez, dites-nous combien, parce que vous avez un tableau de bord économique, on nous dit qu'il y a des

milliers de PME et de TPE qui ont un besoin vital de ces fonds propres, qui ne les ont pas et qui ont besoin entre 10 et 15 milliards de fonds propres.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Notre estimation à nous, c'est que les besoins qui ne seront pas couverts par des mécanismes existants, des mécanismes privés, sont de l'ordre de 10 à 20 milliards de fonds propres. Cela concerne, pour être précis, une grosse centaine de ce qu'on appelle les ETI, des entreprises de taille intermédiaire, environ 10 000 PME, et beaucoup plus de TPE. Bon. Là-dessus il y a des dispositions dans le plan de relance...

SONIA MABROUK

Attendez, 3 milliards, Monsieur le Gouverneur de la Banque de France...

... vous venez de me dire de 10 à 20 milliards, il y a 3 milliards dans le plan de relance.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Effectivement, on n'en parle pas assez. Il se trouve, cela c'est un sujet de communication, que ces 3 milliards permettent 10 à 20 milliards de fonds propres. Mais on n'a pas parlé de ce dernier chiffre. C'est très important de donner le message aux chefs d'entreprise, que ces mécanismes vont exister, vont être en place, et vont leur donner la confiance pour investir. On a parlé de l'emploi, et il faut y être très attentif, mais moi j'ai une autre crainte dans cette phase : c'est que l'investissement soit la victime un peu invisible, discrète, de la reprise, parce que les chefs d'entreprise n'auront pas confiance. Si on n'investit pas aujourd'hui, cela fera moins de croissance et d'emplois demain.

SONIA MABROUK

Très important. On entend votre crainte. Je vais insister encore une fois sur les PGE, les Prêts Garantis par l'Etat. Est-ce qu'il est envisageable qu'ils ne soient jamais remboursés ? On entend aujourd'hui cette petite musique, oui oui, que le gouvernement efface ou passe sur l'ardoise et PGE, des Prêts Garantis par l'Etat.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, je crois qu'une petite musique n'est pas une solution. Une dette en général c'est fait pour être remboursé, tôt ou tard.

SONIA MABROUK

En général, dites-vous.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est très souhaitable, parce que si on ne rembourse pas sa dette, ensuite plus personne ne voudrait vous prêter.

SONIA MABROUK

Attendez, Monsieur le Gouverneur de la Banque de France, argent magique ne veut pas dire argent gratuit. Dites-nous ce matin qui va rembourser tous ces milliards du plan de relance ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je veux d'abord dire sur les PGE qu'ils peuvent être prolongés, mais ils doivent être remboursés. D'ailleurs s'ils n'étaient pas remboursés, c'est nous, contribuables, qui paierions l'addition. On dit : c'est l'Etat, mais l'État c'est nous !

SONIA MABROUK

Eh bien oui, l'argent de l'Etat, c'est l'argent des contribuables.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

L'argent public, c'est le nôtre, c'est celui de nos enfants. Pour le dire très directement, ça ne peut pas être « open bar », Sur la dette publique en général, c'est une question que j'entends très souvent effectivement : comment on va faire avec ces centaines de milliards de dette supplémentaire...

SONIA MABROUK

Et surtout que les jeunes ne soient pas les grands sacrifiés...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Absolument.

SONIA MABROUK

Et je vais vous laisser conclure sur ce sujet.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Vous savez, la dette publique c'est comme dans nos vies à nous, il y a une dette qui est justifiée quand on doit faire face à un coup dur. Par exemple, on a tout à coup des réparations à faire dans sa maison. Eh bien c'est cela qui nous est arrivé. Le Covid c'est un gros coup dur, c'est normal de faire appel à de la dette. Mais il y a une dette qui est beaucoup plus dangereuse, une mauvaise dette, c'est celle accumulée avant, parce qu'on a pris l'habitude de financer des dépenses non indispensables et de vivre au-dessus de nos moyens. Cela, ce sont les 100 % de dette que la France avait avant le Covid, et il faudra s'en occuper sérieusement après 2022.

SONIA MABROUK

On va conclure.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

2022, parce qu'on aura retrouvé à ce moment-là, j'espère, le niveau de l'activité d'avant Covid.



SONIA MABROUK

Et ce n'est pas « open bar ». On l'a retenu Monsieur le Gouverneur de la Banque de France, François VILLEROY de GALHAU. Merci d'avoir réservé votre prise de parole à Europe1, d'ailleurs comme chaque année. Merci. Je vous souhaite une belle journée ainsi qu'à nos auditeurs.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Merci.

*Contacts presse : Mark Deen (mark.deen@banque-france.fr)
et Deborah Guedj (deborah.guedj@banque-france.fr)*